

Fédérations Syndicales de Cheminots

CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT

HAUSSONS LE TON, LE 26 MAI 2009 !

Les salariés de tout le pays n'entendent pas payer les conséquences de la crise économique et sociale provoquée par des financiers et industriels cupides et sans scrupule. Ils l'ont montré le 29 janvier, le 19 mars et le 1^{er} mai dans des mobilisations de grande ampleur soutenues par plus de 70% de la population.

Le gouvernement a le devoir de développer les services publics et d'impulser une amélioration des conditions sociales des salariés pour amortir les effets de la crise et créer les conditions de la relance économique. A contrario, c'est par le désengagement financier, les suppressions de postes dans la fonction publique et le gel des salaires qu'il répond aux seules exigences du patronat et des organismes financiers.

A plusieurs reprises, le Président de la république a dû sortir de sa réserve et faire quelques concessions à minima pour tenter de désamorcer le mécontentement. Les 8 organisations syndicales rassemblées autour d'une plate forme revendicative commune ont jugé ces annonces très insuffisantes au regard de la situation sociale et des exigences portées par les salariés.

Les organisations syndicales CGT – CFDT – FO – CFTC – CGC – FSU – UNSA et Solidaires appellent à faire grandir cette mobilisation et décident d'un nouveau rendez vous revendicatif interprofessionnel le 26 MAI 2009 par une journée de mobilisations décentralisées.

Dans le prolongement des journées du 29 janvier et du 19 mars, qui ont vu près de 45% de grévistes à la SNCF, les fédérations syndicales de cheminots CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT ont déposé une Demande de Concertation Immédiate le 4 mai 2009.

Depuis plusieurs mois et à marche forcée, la direction de la SNCF restructure et réorganise l'entreprise publique fragilisant son unicité et son caractère intégré. Depuis 2002, ce sont près de 20 000 emplois qui ont été sacrifiés sur l'autel de la rentabilité et de la productivité. La notion de service public est reléguée à nos seules missions de transport de voyageurs de proximité TER ou Transilien. Le Fret qui a servi de terrain expérimental de la restructuration globale envisagée par nos dirigeants, se trouve dans une situation économique catastrophique. La stratégie initiée par le Président de la SNCF et son COMEX génère des dégradations du pouvoir d'achat et des conditions de travail pour tous les cheminots.

Se servant de la crise, comme bien d'autres patrons, le Président PEPY va certainement faire avant l'été l'annonce d'une révision du budget qui va amplifier cette situation. Refusant de reconnaître les conséquences déplorables de la politique conduite au sein de l'Entreprise et particulièrement au fret, ce sont une fois encore les cheminots qui devraient faire les frais d'erreurs stratégiques majeures. Au lieu de prendre en compte les réelles difficultés rencontrées par les agents, c'est par une véritable provocation que la Direction de la SNCF entend réduire encore nos droits sur les « facilités de circulation ».

La Direction SNCF poursuit sa politique : Suppressions massives d'emplois, déréglementation, précarisation des salariés et externalisation des missions ayant des conséquences dramatiques sur les conditions de vie et de travail des cheminots et sur le service public ferroviaire. L'Etat s'octroie encore le droit de prendre des dividendes à hauteur de 183 Millions d'euros, véritable scandale au regard des milliards versés sans contrepartie aux industriels et aux banques.

Les Fédérations Syndicales reçues le 7 mai dans le cadre de la Demande de Concertation Immédiate unitaire, se sont vu signifier une fin de non recevoir. La Direction semble ne vouloir tirer aucun enseignement des dernières mobilisations. S'abritant derrière le caractère interprofessionnel des précédentes actions, la Direction de la SNCF fait mine de ne pas entendre le mécontentement grandissant exprimé par les cheminots.

Face au refus de la Direction d'ouvrir de réelles négociations et de répondre aux exigences et revendications légitimes des cheminots, les 4 Fédérations Syndicales représentatives du personnel de la SNCF se sont réunies en interfédérale le 15 mai 2009. Elles ont décidé dans ce contexte de déposer un préavis de grève unitaire pour la journée du 26 mai 2009, en cohérence avec la plate forme revendicative commune interprofessionnelle, **pour exiger :**

- **Le développement du Service Public Ferroviaire SNCF ;**
- **Le maintien du caractère intégré et de l'unicité de la SNCF ;**
- **Une autre politique de l'emploi, passant par le développement des effectifs au cadre permanent, le respect du dictionnaire des filières et de la réglementation du travail ;**
- **L'ouverture immédiate de négociations salariales avec la revalorisation de la valeur du point et l'augmentation du pouvoir d'achat des pensions ;**
- **La non augmentation du prix des réservations et des mesures sur les facilités de circulation permettant d'améliorer les conditions de transport des cheminots actifs, retraités, de leur famille et des salariés des CE/CCE.**

Dans le cadre de ce préavis, si aucune réponse n'est apportée aux exigences exprimées par les cheminots, les Fédérations Syndicales CGT – UNSA – SUD-Rail - CFDT appelleront tous les cheminots à s'inscrire massivement dans l'action interprofessionnelle par la grève de 24 heures* le mardi 26 mai 2009 et à participer aux manifestations.

Paris, le 15 mai 2009

*** le préavis unitaire couvre la période du lundi 25 mai 2009 à 20h00 au mercredi 27 mai 2009 à 08h00.**